

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le
~~10/02/2026~~
09 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASSENAUD RECYCLAGE

ZI des Touches
Rue Jean-Baptiste Lafosse
53000 Laval

Références : EC-2026-69-INSP-PASSENAUD RECYCLAGE-Laval-RAP
Code AIOT : 0006304620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval. L'inspection a été annoncée le 22/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD RECYCLAGE
- ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval
- Code AIOT : 0006304620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rondes_rubrique 2718	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Codification des ballons d'eau chaude_rubrique 2711	Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Exercice incendie_rubrique 2718	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Sans objet
5	Plan de défense contre l'incendie_rubrique 2718	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite que l'exploitant a engagé des démarches auprès d'un bureau d'études en vue de constituer un nouveau dossier d'autorisation environnementale, afin de mettre à jour sa situation administrative.

La collecte des ballons d'eau chaude a fait l'objet d'une procédure spécifique et d'une prise en charge adaptée sur le site.

Par ailleurs, l'exploitant a complété son plan de lutte contre l'incendie à la suite des constats établis lors de la visite du 4 novembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/10/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence, Mise en demeure, dépôt de dossier• date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2026
Prescription contrôlée : <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par courrier daté du 16 janvier 2026 son positionnement quant aux activités exercées sur son site et les modifications qu'il compte apporter.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique avoir pris contact avec le bureau d'étude THERIUS pour la réalisation d'un dossier d'autorisation et qu'un devis va être signé.</p> <p>La production du dossier est estimée à 20 semaines.</p> <p>L'exploitant a identifié les modifications suivantes et qui seront prises en compte dans le futur dossier :</p> <p><u>- Rubrique 2710-1 : collecte de batteries au plomb</u></p> <p>passage du régime de déclaration (< 7 tonnes/jour) au régime d'autorisation (34 tonnes).</p> <p><u>- Rubrique 2710-2 : collecte de déchets non dangereux</u></p> <p>passage du régime de déclaration au régime de l'enregistrement (1250 m²).</p> <p><u>- Rubrique 2718-1 : tri, transit, regroupement de batteries au plomb</u></p>

maintien du régime de l'autorisation avec un tonnage de 52 tonnes.

- Rubrique 3550 : stockage temporaire de batteries au plomb

passage du seuil IED avec 88 6tonnes (34 tonnes en 2710-1 + 52 tonnes en 2718-1).

- Rubrique 2716 : tri, transit, regroupement de déchets non dangereux non inertes

passage du régime non classé au régime de déclaration (500 m³).

- Rubrique 2791 : traitement de déchets non dangereux

L'exploitant indique qu'il s'agit d'une activité historique qui ne figure pas dans le tableau des rubriques icpe.

Post-visite, l'inspection note que le dossier d'autorisation initial déposé en 2006 mentionne bien des activités de découpage au chalumeau pour une quantité de déchets traités < 2 tonnes/jour.

Une demande de bénéfice d'antériorité peut être effectuée pour cette rubrique.

Par ailleurs, l'exploitant présente l'état des stocks des batteries au plomb présent sur son site le jour de la visite, pour un total d'environ 10 tonnes dont 5 tonnes de collecte directe (2710-1).

Au cours de la visite, l'inspection constate la présence d'un stock de batteries au plomb toute origine confondue est éparti comme il suit :

- 2 multi-bennes bâchées de 5 m³ chacune,
- 2 palox couverts de 1 m³ chacun.

Ces observations sont cohérentes avec les stocks établis par l'exploitant.

Post-visite, l'exploitant transmet le registre d'entrée et sortie des déchets dangereux et non dangereux sur la période du 25/11/25 au 23/11/26.

Enfin, l'exploitant tient à préciser que l'activité de collecte de batteries sur site est une activité historique du site et que le positionnement établi ultérieurement sur le régime de déclaration résulte d'une interprétation erronée de la réglementation.

Dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative, l'exploitant demande à l'inspection la possibilité d'entreposer 35 tonnes de batteries au plomb tout origine confondue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de fournir dans un délai de 1 mois:

- **le devis signé avec le BE pour la commande du dossier d'autorisation,**
- **justifier des modalités de stockage des batteries au plomb pendant la période transitoire avec la revue de conformité aux AMPG des rubriques 2710-1 et 2718.**

Dans l'attente de ces derniers éléments, la quantité de déchets dangereux stockés au titre de la rubrique 2710-1 ne pourra excéder 7 tonnes en instantané et la quantité de déchets dangereux stockés au titre de la rubrique 3550 ne pourra excéder 50 tonnes en instantané.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Codification des ballons d'eau chaude_rubrique 2711

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7
Thème(s) : Risques chroniques, codification déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection avoir procédé, en lien avec l'éco-organisme ECOSYSTEM, à une procédure de tri des BEC réceptionnés pour identifier ceux susceptibles de contenir des fluides frigorigènes à savoir ceux fabriqués avant 1997.</p> <p>Les BEC considérés comme non dangereux seront expédiés sur le site de Champagné (72) à destination du broyeur de métaux.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection la procédure et précise qu'à l'heure actuelle les exutoires de traitement restent limités pour les BEC contenant des fluides frigorigènes (DECONS à Vigeant, DERICHEBOURG à Bonneuil-sur-Marne).</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la présence d'un contenant identifié et destiné à réceptionner et isoler les BEC classés DID.</p> <p>Une benne a été installée pour y stocker les BEC non dangereux.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que la cellule dédiée à la collecte de platin déposé par les particuliers contient des D3E en mélange (fours, etc.).</p> <p>L'exploitant précise que ces dépôts directs sont repris et triés.</p> <p>Post-visite, l'exploitant transmet le registre d'entrée et sortie des déchets dangereux et non dangereux sur la période du 25/11/25 au 23/11/26.</p> <p>L'inspection y note qu'en entrée de site les BEC qui ne sont pas susceptibles de contenir de fluides</p>

frigorigènes sont enregistrés sous la dénomination « Platin- chauffe eau, code 20 01 36) et qu'en sortie les BEC sont enregistrés sous la dénomination « DEEE FERREUX (Sans substances dangereuses), code 20 01 36).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rondes_rubrique 2718

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, rondes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le responsable du site réalise une ronde quotidienne, environ deux heures après le dernier arrivage de déchets. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas de procédure formalisée ni de justificatifs associés, tels qu'un registre ou un émargement quotidien.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de formaliser les consignes de rondes sur son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Exercice incendie_rubrique 2718

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense</p>

contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

[...]

Constats :

Le dernier exercice incendie sur site a été réalisé le 15 mai 2025, au cours duquel l'exploitant a simulé un départ incendie dans le platine particulier.

L'exploitant a remis à l'inspection le rapport d'exercice en découlant.

L'inspection constate que cet exercice a permis à l'exploitant d'identifier des axes d'amélioration qui ont été déployés dans le plan de défense contre l'incendie :

- achat de tuyaux supplémentaires,
- achat de traverses de route,
- achat d'EPI pour l'équipe de première intervention,
- affichage de la procédure de mise en rétention.

Lors de cet exercice, une visite du site a été organisée avec les pompiers qui ont été appelés dans le cadre de l'exercice.

L'inspection note que le précédent exercice incendie a été réalisé le 29 mai 2024

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense contre l'incendie_rubrique 2718

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points

d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a procédé à la mise à jour du classeur des consignes d'urgence. Le plan d'intervention a également été actualisé ; le point de rassemblement y est désormais clairement identifié et matérialisé tant sur le plan que sur le site.

Le classeur des consignes d'urgence est mis à la disposition des services de secours dans une armoire métallique située à l'entrée du site. Cette armoire permet également le stockage d'équipements de protection individuelle incendie ainsi que du matériel nécessaire au raccordement au poteau incendie pour le personnel.

Les consignes d'urgence comprennent les documents suivants :

- une check-list des actions à mener en cas d'urgence ;
- la liste du personnel ;
- des schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener en cas d'incendie, d'intrusion, de problème électrique ou de dysfonctionnement de l'alarme ou de la vidéosurveillance, ainsi que les mesures organisationnelles associées, notamment :
 - les personnes à contacter ;
 - les consignes en cas d'accident, d'incendie (y compris selon le type de feu) et de pollution accidentelle ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours ;
 - les consignes d'intervention et la répartition des rôles ;
 - les compétences du personnel ;
 - les matières ne devant pas être arrosées avec de l'eau ;
 - les modalités de mise en rétention du site ;
 - l'emplacement des poteaux incendie ;
 - le plan du site et des réseaux.

L'inspection précise à l'exploitant qu'en cas de sinistre :

- il convient de contacter prioritairement le secrétariat de l'UIDAM pendant les heures ouvrées (02 72 74 73 00) avant l'inspectrice référente pour le site;
- en dehors, il convient de contacter le SIDPC de la Préfecture (02 43 01 50 00)

Type de suites proposées : Sans suite